

Rapport de l'Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Province de l'Ituri, Territoire de Mambasa Aires de santé de Teturi, Lwemba, Alima, Biakato et Katanga

Zones de santé de Mandima

Date de l'évaluation : du 12/12/2023 au 17/12/2023

Date du rapport : 15/01/2024

Pour plus d'information, contactez :
Abbé Romain APEPA : Directeur de Caritas Wamba a Mambasa
 Tel. : +243977063642 ou +243 818260161
 Email : romapepa@yahoo.fr

I. Aperçu de la situation

I.1 Description de la crise

Nature de la crise :	• Conflit • Mouvements de population		
Date du début de la crise :	Le 9/12/2023 pour les enquêtes ménages et 08/12/2021 pour les informateurs clés	Date de confirmation de l'alerte	ID : 5080,4779 et 4660.
Code EH- tools	ID : 5080,4779 et 4660.		
Si conflits :			
Description du conflit	Les habitants du territoire de Mambasa font face au regain des violences perpétrées par les groupes armés locaux Maïmaï et plus particulièrement le groupe armée djihadiste d'origine Ougandaise dénommée Allied Démocratique Forces (ADF). Les zones de santé de Lolwa et de Mandima en territoire de Mambasa ont été la cible de l'activisme et des attaques de ces groupes armés. A ce jour, les villages de la chefferie Babila Babombi sont exposés à l'activisme de ces groupes. Outre les ADF, on signale aussi la présence des éléments de groupes Maïmaï dont Kifagiyo , Kyandenga ainsi que WAZALENDU dont le leaders serait KABIDO avec comme effets les déplacements massifs des populations aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la chefferie de Babila Babombi. Plusieurs alertes liées aux violations massives des droits de l'homme sont régulièrement signalés. Les sociétés civiles, services des affaires sociales et genre famille ainsi que d'autres leaders locaux ne cessent d'alerter sur les différentes violations des droits humains y compris les violences sexuelles, les meurtres, les enlèvements, et toutes sortes d'abus et exploitations. En effet, selon ces alertes, les personnes déplacées internes et personnes retournées victimes de l'activisme des groupes armés dont les ADF et les Maïmaï dans cette zone se retrouvent en situation des vulnérabilités et sont en besoin d'une assistance multisectorielle d'urgence en vue de sauvegarder leur vie et leur dignité. Les personnes les plus touchées par cette crise sont en générale les habitants des villages ciblés par les incursions et environnants de la zone de santé de mandima mais de manière spécifique les enfants, femmes enceintes, les peuples pygmées, les personnes de troisième âge ainsi que celles vivant avec handicap physique. Cette situation a désarticulé le fonctionnement normal des institutions étatiques et des services sociaux de base, dont l'accès et la qualité des services de base restent des véritables défis pour des nombreuses familles et communautés affectées.		
Si mouvement de population, ampleur du mouvement :			

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

Au troisième trimestre de l'année 2023, environ 201 cas de meurtres signalés, 43 agglomérations commerciales pilées (particulièrement les boutiques, les dépôts de Cacao et les pharmacies), 16 enfants et 398 personnes adultes pris en otage par les ADF restent introuvables jusqu'à ce jour. 4 véhicules et 6 motos incendiées le mois dernier ont été enregistrés dans la zone de santé de mandima.

Selon la société civile et certains leaders rencontrés rapportent que plusieurs cas de VBG touchant les jeunes filles et garçons (13-à 17 ans) ne sont pas dénoncés dans ces milieux faute de l'ignorance liés aux types de VBG, leurs conséquences et l'utilité de les dénoncer. Mais aussi l'inexistence de mécanismes de gestion des plaintes connus, et le privilège à l'arrangement à l'amiable.

Localisation des personnes affectées par cette crise

Zone de santé	Aires de santé	#Ménages déplacés internes	# personnes déplacées internes	# ménages retournés	# personnes retournées
MANDIMA	TETURI	2900	17 400	1750	10 500
	LWEMBA	3150	18 900	2670	16 020
	ALIMA	600	3 600	480	2 880
	BIAKATOMAYI et MINE	3725	22 350	3150	18 900
	MAKUMO	3200	19 200	1790	10 740
Total		10375	81 450	8050	59 040

Les autorités locales, les responsables de la société civile, les membres de comités de déplacés et responsables sanitaires, les déplacés ainsi que les retournés réunis en focus group ont rapporté la présence de 140 490 personnes, soit 18 425 ménages affectés par la crise dont 81 450 déplacés internes (10 375 ménages) et 59 040 retournés (8 050 ménages) dans les villages évalués à la date du 17 Décembre 2023.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	De manière générale, les villages évalués ont tous subis des conséquences néfastes causées par les différentes attaques des ADF/NALU ainsi que d'autres groupes armés actifs dans la zone dont le pillage des biens de la population, perte des produits agricoles et élevage, incendie des maisons de la population, à cela s'ajoute la destruction des écoles et structures sanitaires. Dans les mêmes circonstances de cas des meurtres, coups et blessures et enlèvements ont été enregistrés ;
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Chaque PDI de la zone a déjà effectué au moins 2 déplacements et retour durant les 2 dernières années. Selon les responsables de la société civile, le mouvement de population dans cette zone est très dynamique, En moyenne les déplacés font un parcours de 25 km d'un village à l'autre pour chaque phase de déplacement.
Lieu d'hébergement	✓ Communautés d'accueil ; ✓ Sites spontanés ; ✓ Autres, préciser : Maisons abandonnées.
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Le retour progressif de la population se fait remarquer dictée par l'évolution de la sécurité. Certaines alertes de l'insécurité se font attendre aux villages environnants ce qui met la population dans une dynamique de nomade. Selon les informateurs clés, 75% est la proportion des champs et cultures endommagées dans les zones évaluées.

1.2 Profile humanitaire de la zone

1.2.1 Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Il est important ici de signaler que la présence des acteurs humanitaire dans la zone est limitée malgré les gros besoins en assistance existants

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
--------	------------------	----------------------	--------------------------	----------------------------------

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

Conflit armé et déplacement de population	Projet de protection et réponse humanitaire holistique aux victimes des atrocités des ADF/NALu	ZS de Mandima	CARITAS BUNIA	Population victimes des atrocités
	Projet Protection des enfants (IDTR ENA, EAFGA...), Orientation des cas de violences sexuelles	ZS de Mandima	AJEDEC avec financement de l'UNICEF	ENA, EAFGA,ES
	Projet de renforcement de monitoring de protection aux personnes vulnérable	ZS de Mandima	INTERSOS	Personnes déplacées, retournées et autochtones
	Projet d'assistance en WASH	ZS de Mandima	PPSSP	Personnes déplacées, retournées et autochtones
Sources d'information		Donneurs d'alerte, rapports des organisations dans la zone, rapports des interventions passées, 3V clusters		

2. Méthodologie de l'évaluation

Méthodologie	Pour cette évaluation, l'équipe a fait recours à la revue des données secondaires, aux groupes de Discussion avec les déplacés, retournés et les communautés hôtes. Ils ont également ajouté les enquêtes ménages, entretiens avec les informateurs clés sur terrain et observation libre.
Techniques de collecte utilisées	• Entretien avec les informateurs clés; • Réunion Communautaire avec les couches de la population : • Réunions sectorielles en groupes de discussion avec les représentants des différentes couches de la communauté (autorités locales, directeurs d'écoles, déplacés, jeunes; • Récoltes des données statistiques dans le centre de santé et au bureau de la chefferie et différentes structures sanitaires; • Visite des écoles, des structures sanitaires, des points d'eau; • Observation directe de la vie de la communauté.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	

Composition de l'équipe	Equipe programme de CARITAS Wamba/Mambasa (Chargé MEAL, Chargé Programme, Responsable Volet SAME et WASH et 3 Collecteurs des données.
--------------------------------	--

3. Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (par ordre de priorité)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoins Protection : - Meurtre de la population civile par les rebelles - Pillages de la population - Présence des Enfants Non accompagnés, Séparés à la suite du déplacement de la population fouillant les attaques des groupes armés - Risque élevé des cas SGBV parmi les femmes et jeunes filles déplacées comme stratégie de survie dans la zone d'accueil.	• Plaider pour la restauration de la paix dans la zone. • Identification, placement dans les familles d'accueil, recherche Familiale et réunification Familiale et mise en place des espace sûres et points d'écoute • Renforcer les sensibilisations en matière VBG dans les communautés, Disponibilité un paquet de prise en charge Holistique et mise en place des espace sûres et points d'écoute. • Mise en place d'un numéro vert pour alertes des cas SGBV et EAS. • Organiser les séances de sensibilisation en matière de politique PEAS au sein des organisations intervenant auprès des populations déplacées. • Appuyer les structures de base et promouvoir la gratuite d'accès aux services de base	ENA, ES et Orphelin Femmes et jeunes filles déplacées Populations déplacées (homes, femmes, enfants et Adultes)
Besoins sécurité alimentaire : Le résultat du score de consommation alimentaire : le SCA moyen est de 19 <28 justifiant un seuil pauvre de consommation alimentaire avec une monotonie alimentaire et un déséquilibre alimentaire par rapport à la quantité et diversité alimentaire. Le manioc et sombé constitue le repas principal des personnes déplacées dans la zone. Le nombre de repas moyen vaut 1 par ménage, une situation qui relève une urgence.	• Apporter une assistance en vivres (cash ou foire) pour couvrir les besoins des ménages en sécurités alimentaires. • Apporter une assistance en intrants agricoles et d'élevages pour renforcer les capacités des ménages déplacés de longue date et familles d'accueil ; • Appui aux activités génératrices de revenus (AGR) afin de diversifier les sources de revenus	Ménages déplacés, retournés et familles d'accueil vulnérables
Besoins abri et AME : - Manque d'articles ménagers essentiels de base - Une promiscuité est observée au sein des familles d'accueil	• Assister tous les ménages vulnérables en cash inconditionnel pour les permettre de se doter des articles ménagers essentiel (AME) ; • Appuyer les ménages IDPs en cash pour loyer (partenaires secteur Abris) ;	Déplacés ; familles d'accueil et les vulnérables autochtones

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

- Incapacité financière des ménages déplacés à s'approvisionner en AME d'où un les besoins urgents en casseroles, Bidon, nattes ou matelas, Draps, Habits (homme, Femme et Enfants), - 75%des membres des ménages dorment dans la même chambre	• Construire des abris transitionnels (type famille d'accueil) pour les IDPs qui n'envisagent pas ou ne sont pas prêts pour retourner dans leurs localités d'origine ;	
Besoins Santé et Nutrition : - Carence en médicaments au sein des structures sanitaire - Structure de santé trop loin / inexistante - Manque de moyens pour payer les soins - Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé - Logue distance pour atteindre les structures sanitaires.	• Appuyer la zone des santés de MANDIMA et plus précisément les aires de santé évaluée pour une prise en charge médicale adéquate,	Toute la population de la zone
Besoins Eau, hygiène et assainissement : - Insuffisance des ouvrages d'eau par rapport à l'ampleur des besoins de la zone; - Risques de développement des maladies d'origines hydriques à grande échelle ; - Assainissement précaire dans les ménages ; - Insuffisance ou manque des récipients de stockage d'eau au sein des ménages déplacés ; - Insuffisance et/ou absence de latrines améliorées dans plus ou moins la moitié des parcelles de la communauté d'accueil; - Partage d'une seule latrine par plus de quatre ménages.	- Renforcer les capacités en eau de la zone d'accueil via la construction/réhabilitation des ouvrages d'eau dans toutes les aires de santé citées, - Construire des ouvrages d'assainissement dans centre de santé citée, - Construire des latrines familiales d'urgence dans les familles d'accueils pléthoriques ainsi que chez les familles très vulnérables ; - Renforcer la sensibilisation communautaire sur les règles d'hygiène.	Déplacés, Familles d'accueil et autochtones vulnérables.
Besoins Education : - Plusieurs écoles en état de délabrement très avancées - Insuffisances d'équipements, - Plusieurs écoles abandonnées à la suite des déplacements et a l'insécurité.	• Appuyer les écoles en équipement, • Réhabiliter a la mesure du possible les bâtiments des écoles. • Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire.	Les enfants déplacés et autochtones scolarisables ; Les responsables scolaires et enseignants ; Les écoles.
5. Besoins en moyens de subsistance : - Les IDPs et retournés sont coupées de leurs moyens de subsistances (agriculture, petit commerce et élevage) ; - Insuffisance et/ou inexistence des moyens financiers chez les familles d'accueil et ménages	- Appuyer les familles d'accueils et les IDPs en activités génératrices de revenus (AGR) pour leur auto prise en charge ; - Appuyer les familles d'accueils, IDPs ainsi que les retournés en semences, outils aratoire et géniteurs ; - Plaidoyer pour la sécurité dans la zone	Ménages déplacés, les retournés et les familles d'accueil vulnérables Agri-éleveurs,

déplacés à la suite de la difficulté d'accès aux champs suite d l'insécurité. - Perte des géniteurs (des bêtes et volailles d'élevage) d'où un besoin majeur en géniteurs, outils aratoires et activités génératrices de revenus.		
--	--	--

4. Analyse « ne pas nuire »

<i>Risque d'instrumentalisation de l'aide</i>	Les informateurs clés contactés paraissent connaître les principes humanitaires régissant les activités des ONG. Il n'y a pas de signe manifeste d'interférence des acteurs locaux dans les actions humanitaires. Aucun risque d'instrumentalisation de l'aide humanitaire n'a été identifié dans la zone sauf pendant la période électorale.
<i>Risque d'accentuation des conflits préexistants</i>	De part divers entretiens et observations menés dans la zone d'évaluation, il n'y a pas eu de conflits rapportés entre déplacés et communauté d'accueil. Ceci devrait être maintenu par des actions humanitaires exercées dans le respect strict des principes humanitaires comme le Do No Harm, redevabilité, code conduite, etc. Si une intervention est menée dans cette zone, pour maintenir ce climat de paix, celle-ci doit Impliquer les parties prenantes, jeunes, les représentants des déplacés, les retournés, Femmes, Enfants, autorités locales et sociétés civiles dans la mise en œuvre des activités.
<i>Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services</i>	Quelques faits confirment ce risque lors du passage de l'équipe de l'évaluation. A cet effet, il est utile de faire une très bonne étude du marché avant de procéder à une assistance humanitaire, telles que par foire aux AME/Food ou Cash. Les informations recueillies dans la zone confirment la hausse de prix des denrées alimentaires et des articles de premières nécessites sur les marchés mais aussi l'insécurité dans les zones où les déplacés se procurent des produits de base. Il a été observé que les marchés locaux et les opérateurs économiques actifs dans la zone ont la capacité de satisfaire 40% à la demande en vivres et AME.

5. Accessibilité

5.1 Accessibilité physique / Accès humanitaire

<i>Type d'accès</i>	Tous les villages évalués sont accessibles par voiture, moto et camion. Il s'observe un défi lié à la non-réhabilitation du pont sur la rivière Ituri pour les interventions pouvant venir de Mambasa pour la chefferie de Babila babombi. Comme voie de sortie, les véhicules traversent la rivière par les baquets.
---------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

<i>Sécurisation de la zone</i>	La zone évaluée est sécurisée par les éléments de la Police Nationale Congolaise et des FARDC du régiment, le service de renseignement civil est aussi opérationnel dans la zone. En cas d'une intervention humanitaire, le contact des services de sécurité et des autorités administratives locales constituerait une mesure de mitigation de risque sécuritaire.
--------------------------------	--

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

<i>Communication téléphonique</i>	La zone est couverte par les connexions et réseaux téléphoniques de Vodacom et Airtel. Plus de $\frac{3}{4}$ des localités de la zone sont couverte.
<i>Stations de radio</i>	Au total, trois stations de radios communautaires émettent dans la zone de santé de Mandima • Radio Télé Communautaire Babombi (RTCB) à Biakato Mine • Radio Communautaire Amkeni Biakato (RCAB) à Biakato Mine • Radio Télé Oxygène (RTO) à Katanga Et la station radio AMUKENI installées à Mambasa centre qui couvre une partie des villages de la zone de santé.

6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone	- En date du 24/11/2023: Incursion des ADF NALU au Village de MABUO situé en plus au-moins 20km de BIKATO avait comme bilan 7 personnes tuées (toutes adultes) - En date du 25/11/2023 au village de VIMBANDERE situé en plus au-moins 15km incursion des ADF NALU avec comme bilan une maman tuée, deux hommes blessés par bale à coté de plusieurs autres personnes portées disparues. - En date du 26/11/2023 au village de MA NGANGALO situé à 16km de Biakato incursion des ADF NALU avec comme bilan 3personnes tuées (toutes de majeurs). - En date du 26/11/2023 au village de VUTSIKA situé à plus au-moins 17km Est de Biakato incursion des ADF NALU avec comme bilan 1corps soignant tué et sa moto incendiée. - En date du 28/11/2023 au village de KASOKO/MAKUSA à 8km de LUKAYA Incursion des ADF NALU avec comme bilan 7personnes tuées (majeurs). - En date du 02/12/2023 au village de MAYUANO incursion des ADF NALU avec comme bilan 5personnes tuées à coté de plusieurs portées disparues. - En date du 15/12/2023 au carré minier de RWENZORI une personne pygmée tuée par balle par des inconnues.			
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Selon les autorités locales et leaders rencontrés pendant l'évaluation témoignent qu'une bonne relation règne entre les communautés. La population autochtone démontre une hospitalité à la population déplacée, les des collectes de vivres et des NFI sont parfois collectés par les églises au profil des déplacés et retournés.			
Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.	Pendant l'entretien en groupe il nous a été rapporté l'existence de certaines structures humanitaires qui gèrent certains incidents liés a la protection (AJEDEC, INTERSOS, CARITAS BUNIA) il arrive de fois que d'autres cas sont gérés par les autorités locales.			
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Depuis le début de l'année 2023, on dénombre environ 13 structures sanitaires pillées dans la zone évaluée, certaines écoles sont abandonnées, les communautés n'ont pas accès à l'eau Les personnes déplacées et retournées rencontrent certaines difficultés d'accès à quelques services de base tels que : • Les hôpitaux et autres structures de soins du fait de son caractère payant ; • Les champs, à la suite de la psychose d'insécurité causée par les événements vécus dans leurs milieux d'origine ; • Les écoles, par manque de moyens d'acheter l'uniforme et les fournitures scolaires Quant aux travaux journaliers, la rémunération est très faible ; ce qui rend difficile l'accès au marché où le prix est élevé.			
Présence des engins explosifs	Aucun cas d'explosif n'a pas été rapporté, toute fois selon les informateurs clés interviewé pensent que le risque est élevé car la zone est opérationnelle.			
Perception des humanitaires dans la zone	Les humanitaires à ces jours sont acceptés dans la zone contrairement aux années passées où les communautés avaient une mauvaise image à la suite des interventions de la riposte EBOLA. Cependant, dès lors, il y avait faible présence des acteurs humanitaires			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Projet de protection et réponse humanitaire holistique aux victimes des atrocités des ADF/NALu	CARITAS BUNIA	ZS de Mandima	Population victimes des atrocités	

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

Projet Protection des enfants (IDTR ENA, EAFGA...), Orientation des cas de violences sexuelles	AJEDEC avec financement de l'UNICEF	ZS de Mandima	ENA, EAFGA	RAS
Projet de renforcement de monitoring de protection aux personnes vulnérable	INTERSOS	ZS de Mandima	Personnes déplacées, retournées et autochtones	RAS
Projet d'assistance en WASH	PPSSP BENI	ZS de Mandima	Personnes déplacées, retournées et autochtones	RAS
Projet d'éducation	TPO	ZS de Mandima	Personnes déplacées	RAS

Gaps et recommandations

Les interventions humanitaires dans la zone avaient été suspendu depuis 2021 à la suite de la recrudescence de l'activisme des ADF ainsi que la mauvaise image que la population avait en regard des acteurs humanitaires laissant cette population sans assistance pourtant extrêmement important vue leur vulnérabilité.

C'est pourquoi il s'observe des gaps à couvrir dans la zone notamment, insuffisance de kits PEP pour la prise en charge médicale des cas de SGBV, la non couverture d'une vaste zone d'intervention au sein du territoire par les interventions de prévention et réponse aux SGBV, insuffisance de paquet de réinsertion socioéconomique et scolaire, manque paquet suffisant pour les familles d'accueil prenant en charge les enfants séparés et ENA, nombre insuffisant des espaces sûrs et points d'écoute pour les enfants vulnérables et Victimes de SGBV. Eu égard de ce qui précèdent, les recommandations suivantes sont envisagées :

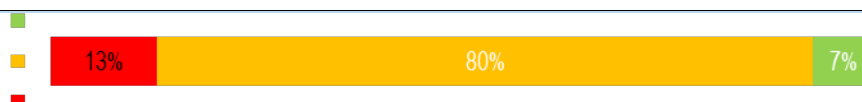
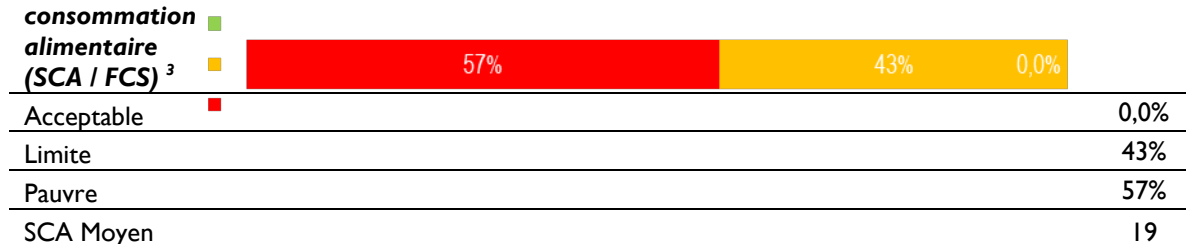
- Positionnement des autres acteurs dans le milieu,
- Renforcement des acteurs présent dans la zone,
- Plaidoyer pour le retour de la paix dans la zone.

6.2 Sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise

Les populations affectées éprouvent la difficulté d'accès à la nourriture, elles se contentent des produits alimentaires moins préférés qu'elles trouvent après avoir accompagné leurs hôtes dans les champs ; elles réalisent difficilement un repas par jour, elles n'ont pas la capacité de constituer de stocks d'aliments dans leurs ménages. L'insuffisance des denrées alimentaires est remarquable, car les populations hôtes n'accèdent pas à leurs champs situés dans la partie Est de la zone évaluée. La hausse des prix des produits alimentaires est constatée sur les marchés locaux comparativement à la période avant la crise, car les produits agricoles disponibles proviennent des champs de la population hôte situés dans la partie Ouest. Les déplacés accèdent difficilement aux marchés, car ils n'ont presque pas de revenus, ils se donnent aux activités moins rémunérées telles que transport du sable dans les sites d'exploitation artisanale minière,

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³



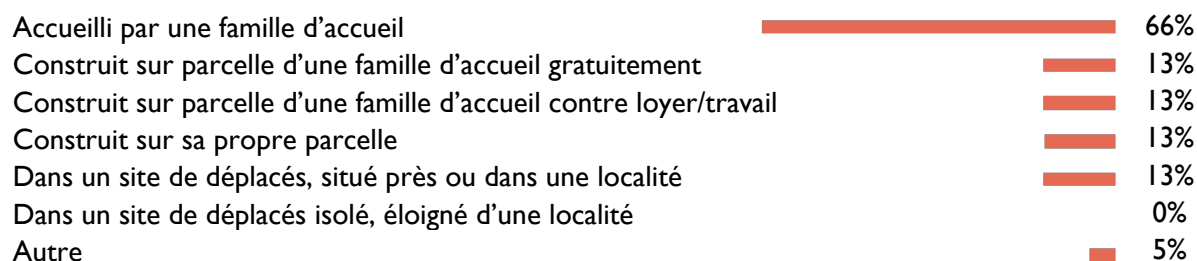
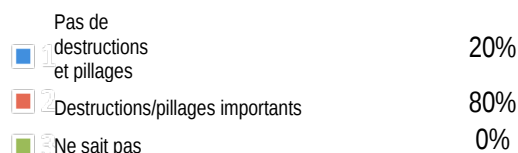
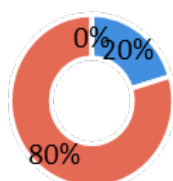
	Indice domestique de la faim (IDF / HHS) ⁴	
	Peu de faim	7%
	Faim modérée	80%
	Faim sévère	13%
	Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSi)	
		44%
	Normal	
	Stress	5%
	Crise	42%
	Urgence	9%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵	
		
	Acceptable	0%
	Limite	7%
	Pauvre	93%
Production agricole, élevage et pêche	La population déplacée vit principalement de travaux journaliers de faible rémunération. L'élevage n'est pas pratiqué comme activité, les animaux sont en divagation (cas des caprins) et ne sont pas suivi pour les soins. L'élevage de la volaille est pratiqué de manière passive.	
Situation des vivres dans les marchés	Sur les petits marchés des villages, on y trouve des produits vivriers (cossette de manioc, haricot, petit poisson salée et fumé, fretin, huile de palme, riz, patate douce) Les produits vivriers sont en faible quantité sur les marchés, ce qui influence la hausse des prix des denrées alimentaires. La zone connaît une faible production animale, d'où les prix des bétails sont élevés sur les marchés locaux. Le faible revenu des populations affectées ne les permet pas d'accéder aux denrées de premières nécessité pour leur survie.	
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Les analyses de nos enquêtes prouvent que Pour faire face à la crise, les déplacés adoptent la stratégie de prendre un repas par jour, acheter la nourriture en crédit, consommer la semence destinée a la prochaine saison, de consommer des aliments moins préférés et se contentent de l'aide des familles d'accueil ; certains parviennent à vendre des articles ménagers pour la survie.	
Réponses données		
Depuis 2022 aucune intervention n'a été menée dans le cadre de la sécurité alimentaire dans la zone. Selon les autorités locales entre juin 2021 et mai 2022 que l'ONG MAVUNO a implémenté un projet d'appui la relance agricole en faveur des PDI, retournes et leurs familles d'accueil dans les AS de Makeke, Bela, Lukaya et Katanga.		
Gaps et recommandations	Aux acteurs humanitaires de prendre des dispositions urgentes pour assister ces familles déplacées qui sont très vulnérables en vivres ;	

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

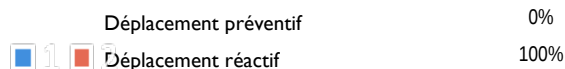
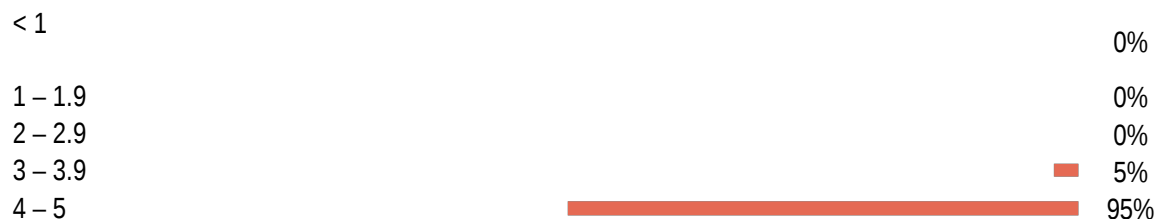
Type d'abris	Selon les analyses Les trois premiers types d'abris trouvés dans les communautés évaluées sont principalement les abris d'urgences non durables, certaines écoles transformées au centre collectif. 10% des ménages hôtes utilisent les maisons semi durables.
--------------	--

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

<i>Accès aux articles ménagers essentiels</i>	Les ménages déplacés et retournés sont dépourvus des articles ménagers essentiels à la suite de l'abandon, la destruction et le pillage de leurs biens lors du déplacement avec un Score Card AME de 95% des ménages enquêtés. Les 3 articles essentiels dont les populations affectées ont le plus besoin sont casseroles, moustiquaires et bidon de stockage
<i>Possibilité de prêts des articles essentiels</i>	Les déplacés partagent quelques articles ménagers essentiels avec les familles d'accueil. Pour la cuisson, les déplacés empruntent des ustensiles de cuisine auprès de familles d'accueil
<i>Situation des AME dans les marchés</i>	Les articles ménagers essentiels sont en un prix raisonnable a cause de la proximité des villages évaluées et les villes de BENI et Butembo au nord Kivu.
<i>Faisabilité de l'assistance ménage</i>	Il y a possibilité d'intervenir avec la distribution générale, des foires ou du cash. Si l'assistance est orientée seulement vers les ménages déplacés et retournés sans tenir compte de ménages d'accueil vulnérables, des conflits peuvent survenir dans la communauté. Une forte sensibilisation devra se faire avant les interventions.)

Analyse de la vulnérabilité des ménages déplacés en AME et Abris :**Situation d'occupation des abris d'urgence****Destructions et pillages****Proportion des ménages ayant subi de pertes d'AME à la suite de la crise (IC)**

Déplacement préventif ou réactif

**Score card AME**

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	Aucune	Aucune	RAS	Aucun acteur n'est encore positionné pour les deux dernières vagues de déplacés.
Gaps et recommandations	Un grand besoin en AME se fait sentir de manière urgente. D'où nécessité du positionnement des acteurs pour la réponse.			

6.4 Moyens de subsistance

Moyens de subsistance	Les ménages déplacés et retournée ont perdu tous leurs moyens de subsistance à cause de l'insécurité. Il s'agit principalement de produits de champs, d'élevage et des petits commerces. Il est à noter que la population de la zone d'accueil pratique de petit commerce, des travaux journaliers et quelques un de l'exploitation artisanale de l'or, et les cultures de haricot, maïs, manioc, des maraichères à des étendues réduites à cause de la nonaccès à la terre à la suite de l'insécurité.			
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	La majorité des populations déplacées et retournées dépendent de dons octroyés par les personnes de bonne volonté. Une minorité d'entre eux vit de revenus issus de travaux journaliers agricoles, cela leur permet de trouver péniblement quelque chose pour la survie.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AUCUNE	AUCUNE	-	RAS	-
Gaps et recommandations	Gaps/Problèmes : • Perte des moyens de subsistance des PDI et retournées : (agriculture, petit commerce, travaux journaliers et élevage) ; • Insuffisance et/ou inexistence des moyens financiers chez les familles d'accueil, ménages déplacés et retournées au nonaccès aux champs faute d'insécurité persistante ; • Perte des géniteurs d'élevage par les PDI et retournées notamment des bêtes et volailles ; Recommandation : - Appuyer les familles d'accueil, retournées et les PDI en activités génératrices de revenus (AGR) pour leur auto prise en charge ; • Appuyer les familles d'accueils, retournées et PDI en semences et outils aratoires.			

6.5 Faisabilité d'une intervention cash

Analyse des marchés	Le cash est donné comme ration alimentaire du déplacé pour permettre à ce dernier de choisir les vivres selon son choix ainsi que d'autres besoins. On signale la présence des matériels nécessaires pouvant faciliter la construction des installations sanitaires dans le site de distribution du cash dans tous les villages d'accueil des déplacés. Il existe l'initiative des comités des déplacés dans les villages pouvant faciliter la contre vérification des bénéficiaires et la bonne transparence dans la distribution du cash. Pour l'intervention cash, aucune Banque n'est opérationnelle dans la zone ; une assistance cash demande de recourir aux Banques de la ville de Beni dans la province du Nord-Kivu.
Existence d'un opérateur pour les transferts	A Mambasa, il n'existe pas d'institution de Microfinance, mais une agence de la CADECO qui a été implantée depuis 2015 est opérationnelle au niveau de Mambasa Centre, et pourrait faciliter les opérations de transfert de monnaie. A part la CADECO il existe également les services de transfert des monnaie

électronique ou mobile, entre autres, M-Pesa et Airtel Money pouvant aussi faciliter les petites opérations de transfert de monnaie dans la zone.

6.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Risque épidémiologique	La zone court un risque des maladies hydriques et diarrhéiques liées à la consommation de l’eau insalubre et au non-respect des règles d’hygiène de base dans nombreux ménages. L’assainissement au niveau de tout le village est actuellement critique. Les ordures ménagères sont éparpillées dans les parcelles, pas des poubelles (dépotoirs), l’insuffisance des latrines et douches amènerait aux infections surtout chez les femmes et les enfants. Certaines maisons sont entourées de mauvaises herbes (parcelles non entretenues) car elles sont nouvellement habitées ce qui augmenterait le taux de paludisme et autres maladies. Les lieux publics dans les zones évaluées n’ont pas des latrines hygiéniques car celles qui existent sont presque remplies et d’autres lieux n’en ont pas. NB. Depuis le mois de février 2023 la zone a été frappée par une épidémie de la rougeole et environs 60% des enfants de la zone ont été atteints. On a enregistré des cas décès dans la communauté et dans les structures sanitaires de la chefferie.			
Accès à l’eau après la crise	Le problème d’accès à l’eau de qualité se pose. Plusieurs sources d’eau utilisées ne sont pas aménagées. Les premiers énoncés donnés par les personnes interrogées sont : Les réponses sont : la trine non aménagées utilisée par plus de quarts ménages les mêmes latrines (60 %), Ménages sans installations sanitaires (33 %), manque d’intimité/pas de séparation entre hommes et femmes (2%), latrines ne sont pas propres/pas hygiéniques (59 %), installations surpeuplées (42 %).			
Type d’assainissement	33% des ménages enquêtés n’ont pas des latrines cependant 65% des ménages procèdent des installations non améliorées et seulement 2% des ménages ont des latrines améliorées.			
Pratiques d’hygiène	Proportion de ménage avec des dispositifs de lavage de mains : 99% de la population évaluée ne dispose pas le système de lavage des mains.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d’intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Eau, latrine et douche	PPSSP	Zone de santé Mandima	Personnes déplacées, retournées et autochtones	Faible réponse apportée par rapport au besoin dans la zone
Gaps et recommandations	Un seul partenaire travaillant dans la zone et pourtant un grand besoin à couvrir. L’arrivée des déplacés impacte sur les ouvrages existants et en cours de construction, - Insuffisance des émergences dans la zone, le faible débit des sources aménagées, la distance ménages – points d’eau et accessibilité des personnes à mobilité réduite, manque de pente d’écoulement pour certaines émergences, changement de couleur (turbidité) après la pluie - La défécation à l’aire libre : insuffisance des ouvrages d’assainissement, - Ignorance des règles d’hygiène de base. Recommandation : Construction des latrines familiales d’urgence dans les agglomérations, réalisation d’une évaluation sectorielle technique approfondie pour ressortir les besoins réels dans la zone.			

6.7 Santé et nutrition

<i>Risque épidémiologique</i>	La concentration de personne dans des ménages de capacité réduite avec de nombre de pièces limites peut conduire aux risques de l'épidémie à la suite du non-respect de mesure barrière ; le non-respect de mesures hygiéniques amènerai a de maladie de mains salle.
-------------------------------	--

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

Selon les analyses de nos données collectées, les résultats suivants ont été obtenus :

Source d'obtention des soins

60% des ménages enquêtés préfèrent rester à la maison ou se soigner soi même quand ils sont malades, 38% préfèrent aller au centre de santé ou clinique sanitaire et seulement 1% fait recours au soin traditionnel.

Conditions d'accouchement

L'accouchement au centre de santé est de 60% pour les ménages évalué, (EM) et 1% pour le cas d'accouchement à la maison par les femmes sages. (IC).

Disponibilité d'une structure de santé

S'agissant des distances à parcourir par les ménages pour atteindre les structures sanitaires, 86% des ménages parcourent une distance de moins de 45 minutes tandis que 14 % parcourent entre 45 minutes et 2 heures.

Services de santé dans la zone	Dans la zone évaluée, nous trouvons les centres de santé de référence, poste de santé ainsi que des dispensaires et post de santé.
---------------------------------------	--

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Campagne de distribution des moustiquaires empreignant d'insecticide	CARITAS BUNIA	Territoire de mambasa y compris la zone de santé de Mandima	Toute la population.	Le projet avait déjà pris fin depuis décembre 2023.

Gaps et recommandations	Pour améliorer l'accès aux soins de santé de personnes déplacées et retournées, les personnes interviewées (déplacés, autorités locales, acteurs de la société civile, les infirmiers rencontrés, ...) ont proposé les solutions suivantes : la gratuité des soins, la dotation des médicaments aux structures sanitaires, la réhabilitation de certains centres de santé, les cliniques mobiles et le recrutement du personnel qualifié.
--------------------------------	---

6.8 Education

Impact de la crise sur l'éducation	La crise ou la violence a touché les écoles de la sous division éducationnelle de MAMBASA 2 Il y a des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ou retournées. Certaines écoles ont été délocalisées suite à la crise
---	--

Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Catégorie	Total	Filles	Garçons
	Population autochtone	1320	792	528
	Déplacés	6047	3643	2404
	Retournés	4761	2982	1779

Il ressort de ce tableau que le nombre des enfants non scolarisés est estimé à 60 % pour chaque catégorie selon les données récoltées au niveau de la sous division MAMBASA II.

Services d'Education dans la zone	Selon les communautés, environ 70% des enfants déplacés n'ont pas étudiés l'année scolaire 2022-2023, ils sont exposés au même risque pour la nouvelle année académique vue le niveau de paupérisation de leur parent qui n'ont pas de revenu pour payer les fournitures et les frais exigés par certaines écoles. 50% d'enseignant actif dans la zone sont non mécanisés. Les enseignants mécanisés préfèrent rester en
--	--

Rapport de l'évaluation rapide des besoins – [Nom de l'alerte] – [Date]

	déplacement dans les zones sécurisées à Beni et a Mambasa centre. Sur 79 écoles présentes dans la zone, seules 4 écoles ont bénéficié du Programme Développement Local de 145 territoires			
Capacité d'absorption				
La construction des nouveaux bâtiments dans le cadre du programme 145 territoires du gouvernement congolais a augmenté la capacité d'absorption des enfants dans la zone si la paix y revenait, mais il est toujours important d'augmenter d'autres.				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Renforcement des capacités des enseignants et remise en niveau des enfants dans les six écoles de la sous division de Mambasa II	TPO	Dans 6 écoles dans la sous division Mambasa II	Enseignants et enfants des écoles ciblées.	
Gaps et recommandations	Un grand besoin d'acteurs dans le domaine d'éducation se fait sentir dans la zone Ainsi, il est souhaitable qu'un plaidoyer soit mené auprès des autres acteurs humanitaires pour couvrir les gaps dans la Zone, vu l'afflux de déplacés et leur état de vulnérabilité.			

7. Annexes

7.1 Liste de contact des quelques personnes clés rencontrées

NOM	FONCTION	LOCALITE	TELEPHONE
Ismael Mangala	Président Mouvement de Population	Makumo	0997155818
Vahwere Dieudonné	Directeur EP Mapimbi	Katanga/Makumo	0974413423
Kakule Misisa	Directeur EP Lalia	Biakato Mine	0994039341
Katavali Aniseth	Vice-Coordonnateur Société civile chefferie de Babila Babombi	Biakato Mine	0975227272/0812688071
Marcel muvunga	Chef de service affaires sociale	Biakato Mine	0995160928
Françoise Madave	Infirmier Titulaire	AS Teturi	0819521401
Mukombozi Raphael	Directeur EP Kizito	Teturi	0828538290
Abedi Jean	Secrétaire Société civile	Teturi	0820937044
DR Eric ekanga	Médecin directeur CS de référence Lwemba	Lwemba	0997266772
OMBENI kahese	President jeunesse	Lwemba	-
Asumani Mbida Jérémie	Directeur EP Bandikindo	ALIMA	0994900467
Mayao Shanito	Président parlement des jeunes	ALIMA	0990040025/0827100087
Richard Muhindo	Infirmier Titulaire CS Biakato Mayi	AS Biakato Mayi	0811968606
Kasereka Vahwere Dieudonné	Directeur EP Mapimbi	Katanga/Makumo	0974413423

7.2 Contacts des évaluateurs

N°	Nom et post-nom	Sexe	Fonction	Téléphone
01	Pierrot MAKASI	M	Meal et superviseur TETURI	0814651943
02	Emmanuel IFUNGULA	M	Superviseur Biakato	0824599342
03	Albert SADIKI MUSIMBWA	M	Superviseur ALIMA	0993591910
04	Albert KUMBATI	M	Superviseur LWEMBA	0824846613
05	Kabuyaya Guy	M	Collecteur des données	0812504708
06	Michel ZONGOLI	M	Collecteur des données	-
07	RACHEL MBULA	F	Enquêtrice	0820924471
08	Jhon TSONGO	M	Enquêteur	0993945494
09	Piscace KATHALIKO	M	Enquêteur	0997784044
10	MUMBERE ELIEZEL	M	Enquêteur	0837417320

Contents

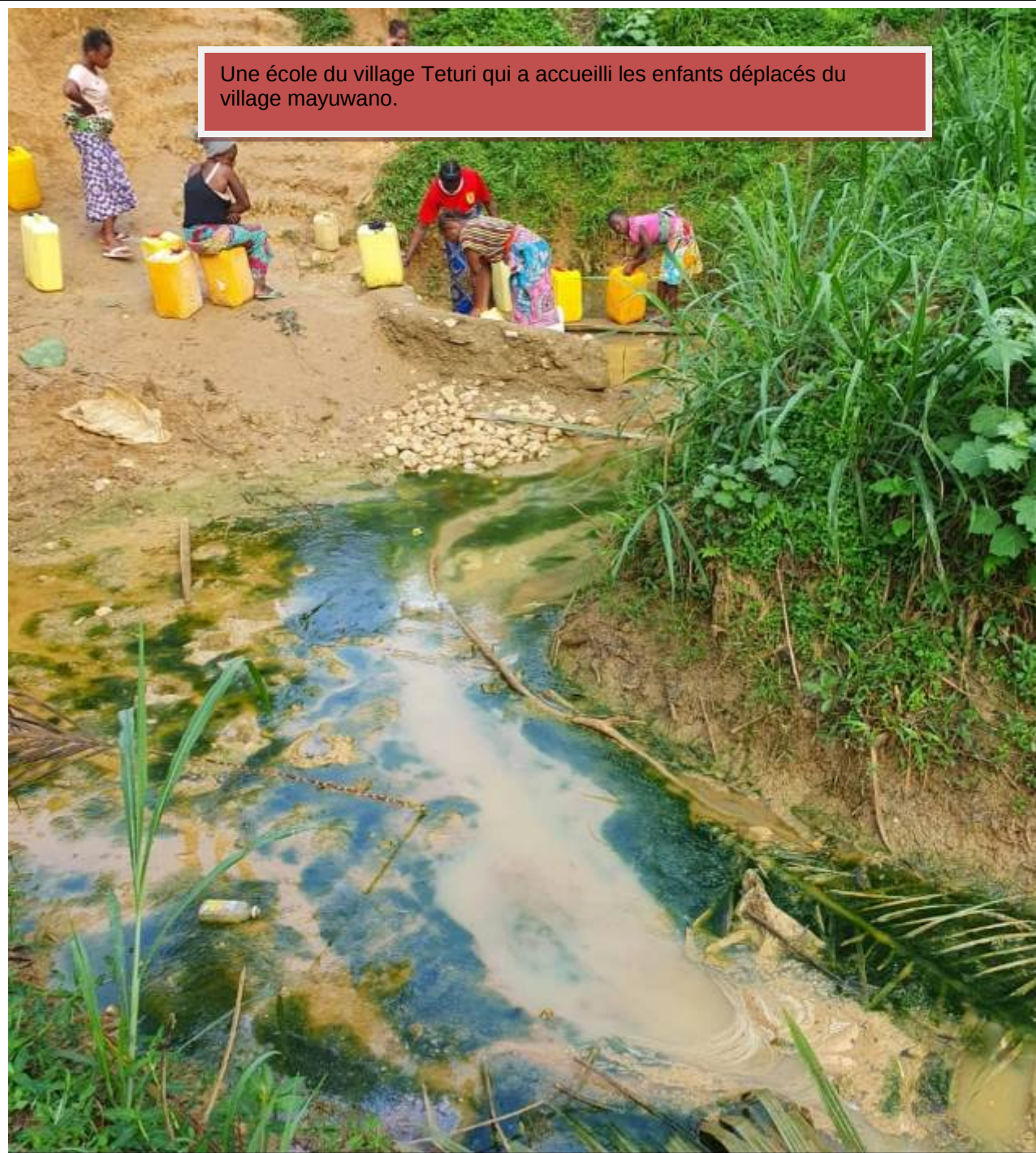
1. Aperçu de la situation.....	1
1.1 Description de la crise	1
1.2 Profil humanitaire de la zone	2
1.2.1 Crises et interventions dans les 12 mois précédents.....	2
2. Méthodologie de l'évaluation.....	3
3. Besoins prioritaires / Conclusions clés	5
4. Analyse « ne pas nuire ».....	7
5. Accessibilité.....	7
5.1 Accessibilité physique / Accès humanitaire.....	7
5.2 Accès sécuritaire	7
6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins	9
6.1 Protection.....	9
6.2 Sécurité alimentaire.....	10
6.3 Abris et accès aux articles essentiels.....	11
6.4 Moyens de subsistance	14
6.5 Faisabilité d'une intervention cash	14
6.6 Eau, Hygiène et Assainissement.....	15
6.7 Santé et nutrition	15
6.8 Education.....	16
7. Annexes	18
7.1 Liste de contact des quelques personnes clés rencontrées	18
7.2 Contacts des évaluateurs.....	18





Source d'eau aménagée a 2017 qui sert plus de 60 ménages au village Biakato





Une latrine utilisée par les malades au sein du centre de santé
TETURI

